Lutte contre le blanchiment d'argent : le CDSA, les notices de la MAS et les évaluations du GAFI

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Une place financière qui accepte de l'argent du monde entier doit être en mesure d'expliquer d'où vient cet argent. Singapour a construit sa réponse par strates successives sur plus de trois décennies. La première strate est une loi pénale qui érige en infraction le blanchiment du produit du crime et permet à l'État de le confisquer. La deuxième est constituée des notices de la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière), qui obligent les banques, les gestionnaires de fonds, les sociétés fiduciaires et d'autres établissements à connaître leurs clients et à surveiller leurs transactions. La troisième est un système de déclaration qui achemine les soupçons vers une cellule de renseignement financier intégrée à la police. Au-dessus de ces strates se place la norme internationale du Groupe d'action financière (GAFI), dont les évaluateurs se rendent à Singapour à intervalles réguliers et notent publiquement le pays.

Le présent chapitre décrit chacune de ces strates et leur fonctionnement en pratique. Il commence par le Corruption, Drug Trafficking and Other Serious Crimes (Confiscation of Benefits) Act (loi sur la confiscation des produits de la corruption,

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

du trafic de stupéfiants et d'autres crimes graves), connu sous ses initiales CDSA. Il examine ensuite les notices relatives à l'obligation de vigilance à l'égard de la clientèle, le système des déclarations de transactions suspectes et les deux évaluations mutuelles les plus récentes, de 2016 et de 2026. La dernière section est consacrée aux réformes qui ont suivi l'affaire de blanchiment de 2023. L'affaire elle-même, ainsi que l'affaire 1MDB et les sanctions infligées par la MAS à certains établissements, fait l'objet du chapitre E.VI. La désignation des infractions fiscales comme infractions sous-jacentes relève du chapitre E.II, les sanctions internationales du chapitre H.IV et la responsabilité pénale des entreprises du chapitre H.V.

Le volume consacré à Genève consacre au même sujet un chapitre de sa partie H, intitulé lutte contre le blanchiment d'argent et personnes politiquement exposées. Partageant la même norme internationale et bon nombre des mêmes clients, les deux places font face au même dilemme. Une place de gestion de fortune vit de la discrétion, tandis qu'un dispositif de lutte contre le blanchiment vit de la transparence. La manière dont chaque place concilie les deux en dit long sur ses institutions. La comparaison à la fin du présent chapitre reprend cette question.

L’essentiel

Singapour réprime le blanchiment d'argent dans le CDSA, qui a vu le jour en 1992 comme loi contre les produits du trafic de stupéfiants et couvre aujourd'hui une longue liste d'infractions graves commises à Singapour ou à l'étranger. Depuis 2024, la loi punit également le blanchiment par imprudence ou par négligence ainsi que certaines formes de comportement de mule financière (money mule). Une autre modification, en vigueur depuis novembre 2024, dispense l'accusation de prouver que les biens blanchis constituent effectivement un produit du crime. La MAS Notice 626 et ses équivalents pour les autres secteurs imposent l'obligation de vigilance à l'égard de la clientèle, des mesures renforcées pour les personnes politiquement exposées et la corroboration de l'origine du patrimoine. Quiconque soupçonne, dans le cadre de son activité professionnelle, que des biens sont liés à un crime doit le déclarer au Suspicious Transaction Reporting Office (bureau de déclaration des transactions suspectes), qui a reçu 85 988 déclarations en 2024.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

L'évaluation du GAFI publiée en mai 2026 a placé Singapour en suivi régulier, tout en critiquant la faiblesse des sanctions et les lacunes dans la transparence des bénéficiaires effectifs.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com